

## Formation Spécialisée (FS) du 29 mars – Compte-rendu

- **Désignation d'un nouveau secrétaire de la FS**

Afin de rééquilibrer les mandats au sein de l'équipe Solidaires Finances Publiques, Aurélien Fabre a démissionné de son mandat de secrétaire de la FS, tout en restant élu de l'instance. Jérôme Kaszynski, élu à l'unanimité, le remplace.

- **Note d'orientations ministérielles santé, sécurité et conditions de travail 2024**

Solidaires Finances Publiques a indiqué qu'il est assez incompréhensible que cette note d'orientation ministérielle soit examinée, alors que la DGFIP ne s'en est pas encore emparée, ce qu'elle fera lors de la FS de Réseau du 9 avril. Preuve en est, une nouvelle fois, que notre administration ne sait pas traiter ou met peu d'enjeu sur les sujets relevant de la santé, de la sécurité et des conditions de travail.

Si les moyens humains et budgétaires sont maintenus au sein du ministère, il a été précisé que la réserve ne serait pas débloquée (9 %).

Sur l'axe « sécurité », Solidaires Finances Publiques a demandé à ce que le guide de gestion des événements graves soit examiné lors d'une prochaine séance, afin que nous soyons toutes et tous informés des procédures à appliquer. Ce point a été l'occasion de commenter **l'élévation du niveau vigipirate en lien avec la campagne IR.**

S'agissant du risque attentat, une information est en train d'être dispensée sur les sites, mais de manière disparate, faute de moyens, même si tout le monde devrait être concerné au final (mais quand ?). Solidaires Finances Publiques a revendiqué la présence de vigile sur les accueils afin de gérer les files d'attente et pour ne jamais laisser un voltigeur intervenir seul. Pour l'instant, la direction y réfléchit, car l'appel aux vigiles était prévu uniquement en cas d'affluence, avec un délai de 48 h pour les déployer... et tout cela coûte cher... encore un problème de moyens. **Solidaires Finances Publiques a clairement indiqué que la sécurité des agents passe avant tout** et a rappelé au directeur son obligation de résultats en la matière.

Sur l'axe DUERP/PAP, le constat a été fait que la DGFIP est à la traîne quant au déploiement de son nouvel outil de recueil des risques, en lien avec le lancement de la campagne de recensement.

Sur l'axe d'amélioration des conditions de travail, Solidaires Finances Publiques a mis en lumière la récente note DGAFP sur la **semaine en 4 jours**. Alors que nous n'avons pas encore tiré toutes les leçons du télétravail et de ses conséquences sur les organisations des services, il est totalement aberrant de lancer une telle expérimentation. Le sujet est directement piloté par le 1<sup>er</sup> Ministre, au nom de l'amélioration des conditions de travail... Coup de communication pour faire oublier l'absence de revalorisation du point d'indice en année électorale ? Nouvelle méthode pour diminuer encore la présence des agents dans les services et ainsi faciliter l'acceptation des réductions des surfaces de travail, les futurs « flex office », toutes choses pouvant permettre de concentrer les agents, afin de fermer des sites ?

Sur l'axe de la lutte contre la désinsertion professionnelle, Solidaires Finances Publiques a rappelé la nécessité d'**accompagner les agents en retour de longue maladie**. Nous avons également profité de ce point pour évoquer la **prise en charge et le suivi des agents en situation de handicap** (accueil, aménagement de poste...). Sur les deux sujets, nous avons demandé qu'un point soit fait lors d'une prochaine FS, en présence de Mme Arènes, chef des RH et référente handicap.

Sur l'axe culture de prévention, Solidaires Finances Publiques a, une nouvelle fois, évoqué la nécessité d'accompagner et d'informer les nouveaux collègues (agents, contractuels, services civiques, auxiliaires), notamment sur les consignes d'évacuation incendie.

Sur l'axe de maîtrise du risque amiante, tout le monde a convenu de la nécessité de terminer la signalétique avant la fin de l'année (particulièrement utile en prévention en cas de travaux).

- **Dépenses**

Le budget formation s'élève à 11 400 € et celui dédié aux matériels et aux travaux s'élève à 39 795 €, étant précisé qu'ils sont fongibles dans les deux sens.

2 sessions de recyclage secourisme ont déjà été financées et 1 de formation initiale est prévue. Une formation CENTAURE (conduite) est également programmée. Solidaires Finances Publiques a demandé la reconduite des stages ergonomie du poste de travail. Un devis devrait être présenté pour un stage risque canin et un recensement aura lieu pour un stage sur les déplacements à vélo.

Côté matériel et travaux, les principales dépenses votées concernent la pose de stores intérieur au CFiP de Castres et à la Direction. Solidaires Finances Publiques a validé ce deuxième point au titre de l'urgence tout en indiquant qu'il est inadmissible que ce n'ait pas été prévu dans les travaux. Le remplacement des sols d'un secteur d'assiette du SIP est également voté, ainsi que la pose de bandes podotactiles et adhésives dans l'escalier de secours (en fait utilisé quotidiennement par les collègues du SGC) au CFiP de Castres.

- **Rapports de visites de la FS**

**Carmaux – Lavour – Puylaurens** : Solidaires Finances Publiques avait demandé l'organisation de visites sur ces sites afin de voir s'il se dégagait des problématiques propres aux antennes. C'est effectivement le cas : le sentiment de ne pas vraiment appartenir au service auquel ils sont liés. Cela s'est particulièrement exprimé sur Puylaurens, mais dans un contexte particulier. Globalement, la direction a convenu qu'il fallait améliorer les relations entre « antennes » et « sièges ». Cela devrait notamment passer par l'organisation de réunions communes, avec des moments de convivialité.

**Pôle TAM** : l'essentiel de la visite ayant porté sur le problème de froid, aujourd'hui réglé, le constat a été fait que la visite est à refaire. En effet, des problématiques d'organisation du service et de travail nous remontent sans qu'elles aient été abordées. La direction a indiqué être informée de certains problèmes et travailler à des solutions, notamment par des renforts en effectifs (EDR, recrutement contractuel). Une nouvelle visite sera programmée à l'automne 2024 afin de voir comment évolue ce service.

Sur proposition de Solidaires Finances Publiques, de nouvelles visites de la FS seront faites en 2024 en ciblant les SGC. Ces services, fortement restructurés ces dernières années, méritent notre attention, d'autant que nous avons rencontrés une partie de ces agents au travers des visites des antennes.

- **Registres Santé et Sécurité**

Solidaires Finances Publiques a évoqué le changement de doctrine en matière de fourniture de trolley pour les télétravailleurs. La direction a répondu que ce matériel ne fait pas partie de l'équipement standard et qu'elle n'a plus les moyens de les financer. Nous allons prendre le relai sur les crédits de la FS, dans la mesure des moyens alloués.

- **Fiches de signalement 2023 et Sign@IFiP**

À une exception près (fiche perdue), la direction fait le nécessaire en matière de traitement des signalements d'agressions agents-usagers (lettre à l'utilisateur, art. 40 au procureur pour les faits plus graves).

La nouvelle application Sign@IFiP a été évoquée. En tant que membres de la FS, nous n'y avons toujours pas accès, nous ne savons pas quand cela se fera et quel niveau d'information nous aurons... Bref, Solidaires Finances Publiques vous invite à doubler vos signalements d'une interpellation de vos militants syndicaux. En effet, tout incident doit normalement être porté à la connaissance de la FS, ne serait-ce que pour qu'il soit examiné afin de savoir s'il aurait pu être évité.

- **Travaux de climatisation du SGC de Gaillac**

Les collègues de ce site souffrent particulièrement de la chaleur chaque été, dans un bâtiment propriété de la mairie et classé qui limitait les possibilités de travaux. Ceux-ci sont finalement en cours.

- **Déménagement du Pôle Social et travaux accueil du CFiP d'Albi**

Les travaux pour le déménagement du Pôle Social au 209 rue du Roc n'ont toujours pas commencé. La Centrale conteste le projet de la DDFiP pour des questions de sécurité : l'assistante sociale est notamment amenée à recevoir des personnes extérieures (intervenants tel qu'avocat et notaire, mais aussi des personnels du ministère de l'Agriculture). Le directeur espère pouvoir débloquer la situation sans changement de plan. Dans l'attente, le Pôle Social pourrait demeurer rue Lavazière jusqu'à fin 2024.

Autres travaux prévus au 209 rue du Roc, la sécurisation et la rénovation de l'accueil. Là aussi, la Centrale conteste les plans de la DDFiP. Il y aurait notamment beaucoup trop de box prévus (13). En fait, les plans prévoyaient que certains box soient des bureaux : pour des raisons de sécurité, la DG impose que zones d'accueil et bureaux soient séparés. La copie est à revoir et les travaux toujours prévus pour 2025.

- **Point sur la situation du SPFE**

Encore une fois, Solidaires Finances Publiques a demandé un point d'information sur la

situation du SPFE afin de faire le suivi des actions menées depuis 2 ans pour améliorer les conditions de travail de ce service.

Si les résultats se sont nettement améliorés (délai de publication réduit à 65 jours et en diminution), des fragilités demeurent (comptabilité, fin prochaine de l'appui apporté par le SAPF), des interrogations se font jours quant à la fiabilité du fichier et, surtout, le mal-être persiste pour une bonne part des collègues.

L'audit mené au 1<sup>er</sup> semestre 2023 préconisait un certain nombre d'actions à mener. Pour la direction, les choses suivent leurs cours, mais pour Solidaires, en accord avec les témoignages recueillis, la réalité est toute autre : rien ne se passe. Nous avons donc invité le directeur à vérifié les faits par lui-même.